

PATRICK CORRÉ

La méthode Corré

En pointe sur le calendrier scolaire ou dès qu'un combat syndical doit se jouer dans la rue, Patrick Corré a forgé son goût des batailles dans sa jeunesse. Self-made-man, il sait donner à sa force syndicale une présence dans les médias.

On a essayé de compter le nombre de communiqués de Patrick Corré. En 2013, il a adressé au Quotidien une cinquantaine de textes. Peu présente dans l'Éducation nationale il y a quelques années, la CGTR Educ'action a su se tailler la part du lion dans les médias dès qu'un conflit touche l'école : de la bataille pour la titularisation des précaires au calendrier scolaire, en passant par le maintien des postes ou contre la semaine des quatre jours et demi. La technique a payé pour faire remonter le syndicat chez les administratifs et l'implanter chez les enseignants. À la manœuvre, un homme : Patrick Corré.

« Je suis un combattant, explique-t-il. Je ne vais pas vers les médias par plaisir, mais parce que c'est souvent un moyen de remporter une victoire. » L'homme ne regrette rien de ses combats menés, parfois avec une poignée d'irréductibles. « Si j'ai commis des erreurs, je ne m'en suis pas rendu compte », relève-t-il. Didier Debals, du Saiper, l'a rencontré lors du mouvement contre le transfert des personnels techniques à la Région en 2003. « Patrick n'est pas dans la cogestion. Lui, sa stratégie, c'est la rupture et il sait très bien communiquer. Il répond aussi à un besoin. Les lycéens, par exemple, avaient besoin d'être accompagnés. Sans son action, on serait peut-être encore avec ce calendrier absurde débutant mi-janvier. »

Bien sûr, Debals partage avec Corré cette même idée d'un syndicalisme offensif. Il est difficile de trouver un réformiste pour leur porter la contradiction, un reste de la non-agression entre syndicats.

La famille de Patrick Corré le prédestinait à la fonction publique, pas forcément à l'engagement syndical. Son père, postier, sa mère, instit' puis policière ne se sont jamais engagés. Ils quittent La Réunion quand leur fils a 2 ans, direction la région parisienne. C'est à 17 ans et demi qu'il a sa révélation. On est en 1976. « Je voyais à la télé des gens qui mourraient de faim, raconte-t-il, et de l'autre, des personnes qui prenaient leur jet pour faire leurs courses. J'ai eu envie de me battre pour changer le monde. » À cette époque, il quitte le lycée pour travailler à la Poste. L'école, ce n'est pas son truc.

À l'école du trotskisme

Et pourtant, le jeune homme retourne en classe, mais de marxisme. Internationaliste, il se rapproche des trotskistes lambertistes de l'OCI, avec qui il milite jusqu'en 1982. Lorsque l'organisation demande à ses adhérents de voter l'exclusion de ceux qui ont refusé de soutenir l'appel à voter Mitterrand dès le premier tour en 1981, Corré est exclu par refus de voter. « Ils prétendaient que nos camarades étaient des agents de la CIA et du KGB. J'ai demandé des preuves », justifie-t-il. Il rejoint Stéphane Juste, puis des trotskistes d'Europe de l'Est : les Varquistes. « C'est un engagement qui m'a beaucoup appris, analyse-t-il. À un âge où d'autres lisaient Pif Gadget, moi, j'aimais lire Le Monde. » L'OCI l'amène à Force ouvrière. Il rejoindra la CGT, pour rendre à sa base son « syndicat ».

En 1991, Patrick Corré est las des combats politiques. Fini le sacrifice pour rester à la base. Il passe un premier concours de la fonction publique, catégorie B. C'est le premier retour à La Réunion, comme rédacteur territorial. « Mais attention, sans pistolet ! » prévient-il. La vie dans la commune, les injonctions des politiques, les passe-droits l'exaspèrent. Le séjour à Saint-Louis lui a fait prendre goût au



Patrick Corré « n'attend pas quinze jours » pour réagir sur un sujet. (Photo Emmanuel Grondin)

retour en terre natale. L'autodidacte tente alors les instituts régionaux d'administration (IRA) et réussit haut la main celui de Nantes. Son classement lui permet de gagner l'Éducation nationale et La Réunion, au lycée de Roches-Maigres de Saint-Louis, comme gestionnaire. On est en 1993. Il passe de la CGT à la CGTR, logiquement. Educ'action n'existe pas encore, c'est le temps du SGPEN, qui ne syndique que les agents administratifs.

« Au départ, on n'était pas très

nombreux. J'étais le seul dans ma catégorie (A), tous les autres étaient à l'Unsa. Je suis allé tracter tout seul devant leurs congrès. Ça m'a ramené un autre camarade. » Petit à petit, le SGPEN grignote les « réformistes », comme il les appelle, les « syndicalistes Maif », quand il veut provoquer. Pour sa petite force, l'arrivée d'internet est une chance. « Il paraît qu'une rumeur conseillait de ne pas ouvrir nos mails qui étaient des virus créés par un groupuscule mégalomane ! » plai-

sante Patrick Corré. Lui, revendique l'action collective, coup de poing, médiatique et refuse les tractations.

Beaucoup ont critiqué sa méthode d'intervention pour défendre les précaires du rectorat. « Nous avons été les seuls, avec Christian Picard de la FSU, pour qui j'ai beaucoup de respect, à les défendre. Une partie a été intégrée dans l'administration. C'était la première fois que certains se mettaient en mouvement et n'avaient pas peur. »

En octobre 2007, Mélanie Lebreton

est en poste au lycée Jean-Joly. Elle en a assez d'enchaîner des petites contrats dans l'Éducation nationale. Avec une quarantaine de collègues, ils ont contacté les syndicats. « Patrick Corré est le seul qui a accepté de nous rencontrer, se souvient Mélanie Lebreton, et nous voilà partis à 3 heures du matin en voiture direction Saint-Denis. On nous a délogés violemment du rectorat. Patrick, lui, était toujours en première ligne. » À la fin, les vingt combattants restant obtiennent satisfaction. D'autres ont abandonné, ne pouvant assumer les pertes financières de grèves à répétition.

Lors de l'élection de 2011, la CGTR opère un tournant et scelle une alliance avec le Saiper de Didier Debals. Elle met alors un pied dans le monde enseignant. Ce qui l'entraîne aux côtés de l'intersyndicale en lutte contre la semaine des quatre jours et demi. « On nous a qualifiés de minoritaires, raille Patrick Corré. Mais mis bout à bout, nous étions majoritaires ! Ce conflit nous a permis de tisser des rapports très fraternels. » Ce conflit aboutit à une victoire sur Saint-Denis. À La Possession, par contre, la mairie mobilise des chômeurs contre l'intersyndicale.

Patrick Corré, lui, n'a pas baissé la garde. Le vote du calendrier académique lui a redonné un combat à mener. S'il soutient un mixte avec des examens en juillet, il n'apprécie pas de voir les vacances amputées en janvier-février. Bien avant le mouvement des lycéens, les rédactions reçoivent ses textes pour dénoncer « l'entourloupe » du recteur qui a fait voter sur le principe, tout en rognant sur les dates. « C'est peut-être un reste du trotskisme, mais nous communiquons beaucoup. On est très réactifs, ce n'est pas la peine d'attendre quinze jours pour répondre ou se saisir d'un sujet. »

La technique fonctionne, car rapidement, les médias identifient Patrick Corré sur le sujet, voire le saisissent ! À occuper le terrain calendaire, le voilà prêt quand les lycéens descendent dans la rue. « On nous a accusés de les manipuler, mais qui manipule des jeunes ? Ce n'est pas possible ! Ils savent ce qu'ils font. Ils ont demandé de l'appui aux organisations syndicales, aux associations de parents d'élèves. On est fiers de leur avoir répondu. »

Il aime la lumière ? Pas pour tout. « On ne parle pas de ma vie privée », pose-t-il en préambule. Il ne veut pas non plus qu'on évoque la part qu'occupe son poste de permanent, par crainte d'être accusé de « syndicalisme professionnel ».

Efficace, la méthode Corré pour transformer l'école ? Une seule certitude, on parlera encore de lui.

Nicolas BONIN

BIO

- 1959 : naissance à Montvertles-Hauts
- 1976 : devient postier et s'engage à l'OCI
- 1991 : rédacteur territorial à Saint-Louis, arrête la politique
- 1993 : réussit l'institut régional d'administration (IRA) de Nantes
- 1994 : devient gestionnaire au lycée professionnel de Roches-Maigres
- 2004 : remplace Jean-Marc Gamarrus à la tête de la branche éducation de la CGTR